



Communiqué de Presse

L'ensemble des Syndicats du Conseil Régional Grand Est dénoncent des conditions de travail inacceptables !

Contacts :

Jacques CASTELLI

Syndicat FO
Tél : 06 41 89 36 96
fo.crgrandest@gmail.com

Hélène GOTTI

Syndicat CGT
Tél : 06 80 81 70 12
cgt@grandest.fr

Rémi BRASSEUR

Syndicat CFTC
Tél : 06 31 23 17 76
cftc@grandest.fr

Alain DESCHASEAUX

Syndicat UNSA
Tél : 06 76 37 84 74
unsa@grandest.fr

Renaud GAST

Syndicat FSU
Tél : 06 38 22 57 79
fsu@grandest.fr

L'Intersyndicale **FO – CGT – CFTC – UNSA – FSU** dénonce la dégradation continue et alarmante des conditions de travail de l'ensemble des agents du Conseil Régional Grand Est, la situation est devenue intenable.

Malgré des alertes répétées des organisations syndicales, dénonçant une gestion défaillante des personnels qui ne cesse de dégrader les conditions de travail tant pour les agents des sites administratifs que pour les agents des lycées, le Président Franck LEROY reste sourd, la dégradation s'accroît.

Les syndicats dénoncent un manque criant de moyens humains, en particulier dû à un plan de suppression de postes massif mené depuis 2019 et poursuivi de façon ciblée depuis plus d'un an.

Le manque d'effectifs chronique, la non prise en compte de la pénibilité au travail, la surcharge de travail due à la suppression de postes et au non remplacement des agents en arrêt maladie, l'ultra polyvalence imposée de manière abusive par les hiérarchies, les réorganisations récurrentes et chaotiques, ainsi qu'un blocage injustifié de la mobilité interne sont autant de symptômes d'un dysfonctionnement profond.

Cette situation ne permet plus de garantir un environnement serein et sécurisé, ni de maintenir la qualité des services publics attendus.

Par voie de conséquence, les conditions minimales de qualité de l'accueil des Lycéennes, Lycéens et de tous les usagers ne sont même plus assurées.

Face à ce mépris constant, toutes les organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger au Comité Social Territorial (CST) du mercredi 16 octobre 2024, marquant ainsi un premier acte de protestation.

L'intersyndicale a demandé à rencontrer le Président Franck LEROY en plénière dans les plus brefs délais pour engager un dialogue constructif afin d'apporter des solutions concrètes et de trouver ensemble des solutions à ces problèmes majeurs.